

Des secteurs de l'économie où l'on doit s'assurer d'un meilleur contrôle

Par **André Parizeau**
Chef du PCQ

Considérant l'urgence de mettre fin à l'hémorragie des emplois ainsi qu'au démembrement graduel de notre économie, nous vous soumettons ici des pistes de solutions. Ces pistes de solutions pourraient éventuellement servir d'ossature pour un plan plus compréhensif et à plus long terme de développement de notre économie. D'autres mesures pourraient s'ajouter avec le temps.



Dans le cadre d'un nouveau gouvernement, se disant ouvertement socialiste, et dans la mesure où ces mesures n'auraient pas déjà commencé à être implantées, celles-ci feraient évidemment partie des tous premiers chantiers à mettre en branle par ce nouveau gouvernement.

*Les propositions incluses dans ce document font partie d'un ensemble plus larges de pistes de solution, portant sur différents aspects de ce que nous pensons cruciaux d'examiner en matière de stratégie pour une relance de notre économie, et qui vous sont soumises. **Ce document s'attarde en particulier à certains secteurs clés de notre économie (liste non exhaustive) afin de concrétiser encore plus nos idées et voir comment nous pourrions effectivement devenir véritablement, et de manière tout à fait réalistes, maîtres chez nous.** Vos commentaires sont les bienvenus.*

Le secteur bancaire

Le secteur des banques est, tout le monde en conviendra, un des plus monopolisés qui soit dans notre économie. Quelques grandes banques contrôlent avec le mouvement Desjardins la majeure partie de nos économies (si on fait abstraction des fonds de pension contrôlés par la Caisse de Dépôt et de placement du Québec). C'est en même temps un des rares secteurs où les profits sont toujours en hausses, quoiqu'il arrive. Ce secteur de notre économie ne semble jamais tomber en récession même quand tout roule au ralenti ailleurs. Voilà bien un secteur qui devrait être en haut de nos priorités au niveau de la reprise collective de nos affaires, de manière à être vraiment maîtres chez nous; mais ce n'est pas le cas.

S'il y a un secteur qui soit rentable et que le gouvernement aurait pu et dû s'intéresser jusqu'ici, c'est bien celui-là. Dans bien des pays, y compris ceux qui ne sont pas socialistes, l'État joue souvent un rôle de contrepoids aux banques privées en offrant directement à la population les mêmes services que celles-ci peuvent offrir. Cela peut se faire via une banque appartenant directement à l'État ou via une société d'État à laquelle l'État a donné la possibilité d'offrir de tels services; c'est entre autre le cas en France où le service des Postes offre en même temps la possibilité d'ouvrir des comptes de banques et de faire toutes les opérations qu'on ferait normalement à travers une banque privée.

Ici même, on vit malheureusement comme si, à cet égard, nous étions encore au siècle dernier. Les opérations bancaires demeurent la chasse gardée du secteur privé et celui-ci en profite. Malgré que leurs profits soient, année après année, toujours plus faramineux, ils continuent à exiger au simple citoyen des frais d'administration toujours plus élevés. Et tandis que les taux d'intérêts versés au niveau de l'épargne demeurent ridiculement bas, ceux qui sont exigés lorsqu'on veut emprunter continuent pour leur part à représenter plusieurs fois le taux d'inflation... Rien qu'à ce niveau, ces banques représentent, dans les faits, un obstacle à toute relance.

On pourrait revendiquer la nationalisation de tout ce secteur d'un coup. C'est une option. De manière à changer à terme tout ce secteur et y opérer toute une mini révolution, on pourrait également si prendre autrement.

Imaginez seulement l'impact que pourrait avoir le fait pour le gouvernement du Québec d'investir enfin ce secteur en créant tout simplement sa propre banque. D'ores et déjà, celui-ci possède des bureaux dans à peu près toutes les localités du Québec; ceux-ci servent de guichets pour les services à la population. Ceux-ci pourraient tout simplement offrir des services bancaires, en plus de tous les autres services déjà offerts et le gouvernement pourraient alors faire tout cela en exigeant des frais d'administration beaucoup plus bas (sinon nuls). Le gouvernement pourrait offrir en même temps de meilleurs taux d'intérêts au niveau de l'épargne... Il pourrait même concurrencer le mouvement Desjardins qui, malgré qu'il se dise un mouvement coopératif, n'en a souvent que l'allure et a plutôt tendance à agir comme n'importe quelle autre banque ordinaire. À plus ou moins long terme, il pourrait même aller chercher une bonne partie de la clientèle des grandes banques.

Considérant le fait que le gouvernement assure déjà, sous différentes formes, toutes sortes d'aide financière à la petite et moyenne entreprise, il pourrait, à ce niveau-là, encore continuer à le faire, mais il n'aurait alors plus besoin de passer par les banques privées pour le faire puisqu'il aurait sa propre banque. Ce serait donc encore plus simple et sûrement, et encore une fois, moins cher. Voilà un autre avantage qu'il y aurait à aller dans ce sens.

Non seulement la mise en place d'une banque sous le contrôle de l'État pourrait devenir, avec le temps, une source appréciable de revenus pour ce dernier, lesquels revenus pourraient alors servir à financer encore mieux nos services publics (au lieu de servir uniquement les intérêts de spéculateurs et autres investisseurs privés, ce qui est totalement inutile d'un point de vue social), mais cela permettrait sûrement aussi, et ce à très court terme, de réduire le fardeau des dépenses pour les simples citoyens, ainsi que pour la petite et moyenne entreprise, en forçant en particulier les autres institutions financières à changer leurs propres politiques en matière de frais d'administration et de fixation des taux d'intérêts.

Le gouvernement du Québec est déjà un joueur majeur, au niveau de la gestion des fonds de pensions (via la Caisse de dépôt et de placement du Québec). Il est temps qu'il devienne également un joueur important dans le secteur bancaire.

Dans le secteur de la production de l'énergie éolienne

Les syndicats de l'Hydro Québec ont monté tout un dossier à propos de la politique actuelle du gouvernement québécois, consistant à laisser le secteur privé gérer tout ce secteur. C'est absurde, disent-ils et cela représente un retour en arrière de plus de 40 ans par rapport à ce qu'était la politique du Québec en matière de développement énergétique. Ils ont raison. La revendication en faveur d'un retour de ce secteur sous le contrôle du gouvernement est au fond une question de gros bon sens. Le chef du PQ, André Boisclair, se refuse à appuyer une telle revendication (même si son propre parti l'appuie); de fait, et sur cette question, celui-ci se range finalement du même bord que les libéraux et l'ADQ. Pour notre part, **la nationalisation de l'énergie éolienne nous apparaît tout simplement comme un "must"**. Un incontournable.

Au niveau de la gestion de la gestion de l'hydro-électricité et des autres formes d'énergie, y compris le nucléaire et l'industrie pétrolière

Au Québec, la source principale d'énergie est l'hydro-électricité et l'essentiel de ce secteur est nationalisé depuis bientôt près de 50 ans. Quand cela fut fait, sous l'impulsion de René Lévesque, il n'y avait alors rien de bien révolutionnaire dans le geste puisque l'Ontario avait déjà fait de même, dès le début du XXe siècle. En fait, c'était surtout le Québec qui accusait alors, dans ce domaine comme dans tant d'autres, beaucoup de retard.

Considérant que ce secteur est déjà largement sous contrôle de l'État, **l'enjeu premier réside donc moins dans la prise de contrôle de celui-ci que dans la clarification des politiques à défendre en matière d'exploitation et d'utilisation de nos différentes sources d'énergie**. Cela implique aussi de mettre fin à certaines situations plutôt incongrues, pour ne pas dire plus et qui, à terme, ne pourront que nous faire du mal sur le plan économique..

Ainsi, au Saguenay Lac St Jean, Alcan gère toujours ses propres barrages privés. Cela n'a pas d'allure. À l'origine, lorsqu'il y eut la nationalisation de l'électricité, une exception fut faite avec l'Alcan, en échange de quoi Alcan s'engageait à continuer d'investir massivement dans la région et à garantir les emplois dans ses usines. Ces promesses, Alcan ne les tient plus aujourd'hui mais peut néanmoins toujours profiter de ses propres barrages privés. Et comme, sa production (et donc aussi ses besoins en électricité) ont baissé, Alcan se retrouve finalement à vendre son électricité à nul autre ... qu'à Hydro Québec à prix fort !!!

Les syndicats de l'Alcan affirment pour leur part que ces barrages devraient être repris par l'État si Alcan persiste toujours dans ses politiques actuelles en matière d'emplois. Nous appuyons totalement cette idée.

Nous appuyons également le combat mené pour mettre un frein à la destruction des habitats naturels associés à nos rivières, dans le seul but de favoriser l'augmentation de nos exportations vers les États-Unis et considérons que tout nouveau projet

d'envergure au niveau de l'arnachement de nos rivières soit conditionnel à de très sérieuses études quant aux conséquences écologiques de ces projets de même que sur les raisons pouvant motiver ces projets. De tels projet devraient également avoir au préalable l'assentiment des nations autochtones, lorsque ceux-ci se font sur leurs territoires traditionnels. Nous nous opposons bien sûr également à la levée du moratoire sur la construction de nouveaux barrages privés.

Nous appuyons également la demande pour **la fermeture totale de la centrale nucléaire de Gentilly** sur la simple base que nous n'en avons pas vraiment besoin et que les dangers inhérents à ce genre d'énergie n'en valent pas la chandelle, tout au moins ici, alors que nous avons déjà accès à tant d'autres sources d'énergie moins dangereuses. Il en va évidemment de même de tout projet super polluant, style l'ex-projet du Suroît.

Dans un contexte où nos ressources financières sont justement limitées, et où tout le monde dit s'entendre sur l'importance de mieux protéger notre environnement, **il nous semble crucial d'appuyer les demandes faites par nombre de groupes environnementaux en faveur d'une réduction substantielle de notre consommation d'énergie via une modification de nos habitudes de vie; nous appuyons aussi les suggestions en faveur de l'allocation de plus de ressources afin de réduire les coûts actuellement associés à l'utilisation d'autres types de sources d'énergie encore plus vertes (ex: énergie solaire) et ne nécessitant pas la mise en place de chantiers de grande envergure, style Baie James. En réduisant les coûts actuellement associés à l'utilisation de telles sources d'énergie, nous pourrions en même temps en faciliter la consommation à plus grande échelle.**

Une fois cela dit, cela laisse entier le dossier des autres sortes d'énergie plus polluantes, telle que l'essence. La société québécoise est encore beaucoup trop dépendante des sources d'énergie fossile, extrêmement dommageable pour l'environnement. Cela doit changer mais cela doit aussi se faire de manière planifiée et sans que cela aggrave encore plus les problèmes déjà nombreux au niveau de notre économie. **Pour cela, l'État québécois, doit non seulement mettre en place une politique visant à nous soustraire graduellement de cette dépendance mais, en parallèle, il ne serait être question de laisser plus longtemps les grandes pétrolières jouer au yoyo avec nous, au niveau du prix de l'essence, comme elles le font depuis déjà trop longtemps.** Parce qu'il s'agit d'un secteur qui, espérons-le, ira en diminuant avec le temps, il ne serait peut-être pas souhaitable dans les circonstances de chercher à investir trop dans celui-ci. Mais cela ne veut pas dire qu'il faille pour autant maintenir cette sorte de politique de laissez faire qui caractérise jusqu'à présent nos gouvernements vis à vis des grandes pétrolières. Le Québec possède depuis déjà des années une lois qui permet à l'État de plafonner, si l'intérêt collectif l'exige, le prix de l'essence; malheureusement, aucun gouvernement n'a jamais cru bon de se servir d'une telle loi. Pourquoi ? Le mystère demeure entier. Peut-être les différents gouvernements qui se sont succédés à Québec, au cours des dernières années, pensaient que le prix de l'essence pouvait encore monter sans que cela pose vraiment problème... Pour nous cependant, il est temps de commencer à mettre au pas ces multinationales. **On pourrait même songer à commencer à se ravitailler ailleurs, par exemple au Venezuela, en cas de difficultés ...**

Il faut absolument redresser la situation au niveau de notre secteur manufacturier

Notre secteur manufacturier est en très mauvais état. Cette situation n'est pas propre au Québec et se retrouve également ailleurs, dans bien d'autres pays. Juste à côté de nous, en Ontario, la situation est également préoccupante. En même temps, l'Ontario a quelque chose que nous n'avons pas, ou que nous avons beaucoup moins.

Ils ont d'abord la proximité des grands centres industriels américains, juste de l'autre côté des Grands Lacs. Mais ils ont aussi l'industrie automobile, ce que nous n'avons plus vraiment.

En Ontario, un emploi industriel sur cinq dépend de l'industrie automobile, ce qui est énorme. C'est comme la roue qui fait tourner le reste, qu'il s'agit de l'industrie de l'acier, du caoutchouc, du verre, ou tout simple de toutes ces milliers d'entreprises oeuvrant à titre de sous-traitants au niveau de la production de pièces. Ailleurs dans le monde, la plus part des économies très développées ou en voie de développement ont leur industrie automobile et, même dans bien des cas, leur propres marques d'autos. Pas nous. Jusqu'à pas si longtemps, nous avions GM à Boisbriand. Plus maintenant. Nous avons eu à un moment donné (mais pas pour très longtemps) Renault et même Hyundai. Mais tout cela est fini.

À plus d'un égard, cela représente un handicap très important pour le Québec. Des projets pour relancer, chez nous, l'industrie automobile, pourrait grandement contribuer à donner un nouveau souffle à l'ensemble du secteur manufacturier.

En même temps, et cela est important de se le dire, nous pouvons compter sur quelques avantages pour nous dans ce domaine.

Parce que toutes les grandes multinationales de l'auto ont fini par nous désertir ou continuent toujours à nous bouder, le gouvernement a les coudées libres et pourrait beaucoup plus facilement investir ce terrain. À notre point de vue, il faut absolument tirer les leçons des expériences passées au niveau des investissements dans ce secteur. Oublions donc les grandes multinationales et la politique consistant à multiplier les cadeaux, les exemptions d'impôts et les subventions pour pouvoir les attirer. Oublions tout cela et concentrons plutôt nos argents à contrôler nous-même l'avenir de ce secteur, pour l'essentiel encore en devenir. Ici comme dans plusieurs autres secteurs, l'État québécois pourrait devenir le principal maître d'oeuvre (sans pour autant être le seul). Il pourrait entre autre chercher à faire des partenariats avec les fonds d'investissement des syndicats.

Parce qu'énormément de recherches a déjà été faite, au Québec, autour du projet d'une auto électrique, et que cette idée correspond en même temps à un souci grandissant, non seulement au Québec, mais aussi à travers le monde, pour la protection de notre environnement, nous pourrions orienter le redéveloppement de notre industrie automobile vers la réalisation, à grande échelle, de ce projet. Nous y reviendrons plus en détails, dans un autre document.

Dans le secteur de la forêt, des pâtes et papiers ainsi que du bois d'oeuvre



La forêt est très certainement, avec l'eau, une des plus grandes richesses du Québec. S'il y a un secteur qui devrait conséquemment être géré directement par la collectivité, et non par l'entreprise privée, c'est bien celui-là. Son exploitation est au coeur de la vie économique de bien des régions et de bien des localités du Québec. Quand cela va mal au niveau de la forêt et de toute l'industrie qui en découle, c'est toute une partie du Québec qui en souffre du même coup, de manière

directe et très dure. Malheureusement, depuis des années, la forêt va de plus en plus mal.

Tout le monde convient du fait qu'il faudrait réduire l'exploitation à outrance de la forêt, réduire les coupes, donner plus de chances à la forêt de se régénérer, et mettre finalement plus d'énergie à transformer sur place cette richesse en produits finis, ayant une plus grande valeur ajoutée. Mais tout cela a plutôt tendance à rester un voeu pieu.

Ce constat de relatif échec n'est pas étranger à l'absence d'une politique cohérente en matière de développement, d'exploitation et de protection de cette richesse, de même que de l'absence de véritables contrôles en la matière par le gouvernement. Et en bout de piste, c'est tout le Québec qui finit par en payer de plus en plus le prix. De larges pans de cette industrie sont entre les mains d'un nombre sans cesse plus petit de grosses multinationales, tandis que subsistent encore, en parallèle, quelques petites entreprises locales qui ont de plus en plus de misère à survivre. De manière assez contradictoire, la libération des échanges économiques s'est accompagnée d'une accentuation des mesures protectionnistes, du côté de nos voisins du sud, ce qui a fait très mal, chez nous, à ce secteur de notre économie. Les gouvernements provinciaux et fédéraux annoncent à tour de rôle, depuis des années, que tout cela va changer. Mais pendant ce temps, rien ne change vraiment sinon que nos gouvernements continuent à subventionner à coups de millions de grosses compagnies qui semblent se foutre de plus en plus de nous.

De la même manière que le Québec a finalement nationalisé la majeure partie du secteur de la production d'électricité, dans les années 60, **nous ne devrions pas hésiter plus longtemps à faire de même avec l'ensemble de cet autre secteur névralgique de notre économie.** En agissant de la sorte, nous pourrions enfin nous donner les moyens de mieux contrôler la gestion de cette richesse, ainsi que de son exploitation. Cela simplifierait également la mise en oeuvre d'une véritable politique pour le développement d'une industrie plus respectueuse de notre environnement en même temps que susceptible d'apporter une plus grande valeur ajoutée.

Finalement, en reprenant le contrôle entier sur ce secteur, le gouvernement québécois se donnerait également les moyens pour encourager la prise en mains des régions par les populations locales elles-mêmes. **Après avoir repris les rennes de ce secteur, il aurait en effet la possibilité de recéder, au niveau local et lorsque cela est possible, la gestion d'une partie des opérations à des**

coopératives de travail et autres organisations du même genre, quitte à mettre en place, par la suite, différents partenariats pour coordonner le tout.

Il y a de cela plusieurs années, le gouvernement québécois avait commencé à prendre certaines mesures allant dans le sens d'un resserrement de son influence dans ce secteur. Il s'était entre autres assuré du contrôle de Domtar, laquelle avait appartenu jusqu'à là à des intérêts canadiens anglais. Malheureusement, Domtar fut par la suite retourné au secteur privé et appartient maintenant à la société américaine Weyerhaeuser.

Très concrètement, et à défaut de pouvoir nationaliser rapidement l'ensemble de ce secteur d'un coup, nous pourrions exiger, au strict minimum, un plan pour reprendre graduellement tout le contrôle sur ce secteur.

La crise de la forêt boréale, telle que dénoncée par le chanteur Richard Desjardins, ainsi que la multiplication des fermetures d'entreprises, dans des régions où celles-ci étaient justement le principal employeur du coin, mettent en relief l'urgence de donner un bon coup de barre dans ce secteur.

Dans le domaine de la santé

Le domaine de la santé représente une part toujours plus grandissante du budget de l'État québécois. En théorie, il est supposé relever entièrement de celui-ci mais, dans les faits, c'est de moins en moins le cas, à cause de la privatisation d'une partie toujours plus grande des opérations dans ce secteur.

L'industrie pharmaceutique représente le plus important bastion de l'entreprise privée dans ce secteur en même temps qu'une des causes les plus importantes du gonflement des budgets au niveau de la santé. Il faut dire que les médicaments coûtent de plus en plus chers. La courbe d'augmentation dans les prix des médicaments suit en fait celle des profits enregistrés dans cette industrie. Tout comme c'est le cas dans bien d'autres secteurs, il s'agit en effet d'un secteur très monopolisé.

Le professeur Léo-Paul Lauzon a déjà dit, à la blague en parlant de ce secteur, qu'il ne comprenait pas comment il se faisait que les Hells Angels n'aient pas choisi en premier lieu ce secteur comme lieu de prédilection de leurs activités, compte tenu des marges de profits faramineuses qui y existent.

Nous appuyons entièrement la proposition de *Québec solidaire* visant à mettre sur pied **une nouvelle société d'État dont le mandat serait de faire contrepoids à ces multinationales et d'assurer, à moindre coûts pour la société québécoise, la commercialisation de médicaments de qualité.** La proposition est d'autant plus réaliste que nous avons au Québec, une main d'oeuvre déjà très spécialisée en la matière. Le Québec est en effet déjà un centre très important au niveau de la recherche et du développement en matière de médicaments. Le problème, c'est que nous n'avons finalement que très peu d'influence sur cette industrie.

Dans plusieurs pays aux économies beaucoup plus faibles que nous, des gouvernements ont déjà commencé à mettre sur pied leurs propres sociétés d'État oeuvrant dans ce domaine. Si cela se fait ailleurs et que cela marche, alors il n'y a pas de raison qu'on ne puisse faire nous aussi de même. À terme, cela pourrait sûrement contribuer à freiner la hausse des coûts de notre système de santé; cela nous rendrait, en même temps, moins dépendant du chantage des grandes multinationales.

Cela nous permettrait aussi de freiner la tendance à la privatisation grandissante de notre système de santé. Pour qu'une telle mesure puisse être efficace, il faudrait cependant, et en même temps, se battre pour mettre un terme aux lois fédérales actuelles, portant sur les brevets pharmaceutiques, lesquelles protègent outrageusement ces multinationales contre toute forme de concurrence. Chose certaine, dans la perspective où le Québec deviendrait enfin souverain, la disparition de ces privilèges, accordés aux compagnies productrices de médicaments d'origine, devra être une priorité (si cela n'a pas déjà été fait bien sûr).